Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 30 (1980)

Heft: 2

Artikel: L'évolution socio-économique du Nivernais au XXe siècle et sa portée politique

Autor: Valarché, Jean

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-80841

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ÉVOLUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DU NIVERNAIS AU XXe SIÈCLE ET SA PORTÉE POLITIQUE

PAR JEAN VALARCHÉ
Professeur à l'Université de Fribourg

Les rapports de l'histoire économique et de l'histoire politique sont ambigus. Tantôt l'une semble dominer l'autre (l'industrialisation explique bien des événements politiques du XIXe siècle). Tantôt les deux séries évoluent sans correspondance apparente. L'histoire d'une région peut montrer mieux qu'une étude générale dans quelle mesure il y a corrélation. L'influence d'un facteur sur un autre se repère plus clairement dans un cadre limité; quelques vérifications y sont possibles. Encore faut-il que la région soit suffisamment définie et qu'elle ne constitue pas une anomalie dans son pays. C'est le cas, croyons-nous, du département français de la Nièvre, qu'on appelle aussi le Nivernais. Il forme une entité depuis l'Ancien Régime. Il présente les tendances générales du pays, et de tout pays industriel: exode rural, croissance économique, conflits sociaux. Il intéresse actuellement la politique française de façon toute particulière, puisque c'est le fief du «leader» de l'opposition: *François Mitterrand.* Accident ou détermination? Notre article essaiera de l'indiquer.

Nous retiendrons cent années de l'histoire du Nivernais. Sur un siècle ce qui est accidentel se distingue de ce qui est fondamental. D'autre part le siècle écoulé représente une tranche d'histoire déterminée. En 1886 le Nivernais atteint son sommet démographique. Ses structures ont adopté le style capitaliste: renouvellement technique, concentration des entreprises, enrichissement individuel. Il vient de virer politiquement à gauche. Ni les deux guerres mondiales, ni les changements de régime ne retourneront le cours des choses.

I. Le pays du milieu[1]

En plein centre de la France, le département de la Nièvre tire son unité plutôt de son histoire que de sa géographie. Il fut constitué sous la Révolu-

1 P. BECKER, *Nièvre, Land der Mitte.* Nevers, Chassaing, 1942.

tion de la quasi-totalité du duché de Nivernais et de la seigneurie de Château-Chinon. A la différence de celle-ci, le duché ne relevait pas directement de la Couronne royale. Son autonomie explique que le servage n'y fut pas aboli en 1779. Certaines coutumes subsistèrent plus longtemps là qu'ailleurs. Ainsi au XIXe siècle bien des terres du Nivernais central relevaient de communautés familiales formant un seul «ménage» sous l'autorité du chef de famille[2]. La Révolution ne s'installa pas sans difficulté. De Nevers, Fouché eut à mater une résistance morvandelle. Le département de la Nièvre garda à peu près les limites du duché de Nivernais. Le premier préfet s'y établit en 1800.

Deux fois au cours du XIXe siècle se produisirent des troubles politiques qui indiquent une orientation «à gauche». En 1851 une émeute éclata à Clamecy contre le prince-président, qui fit plusieurs morts. En fin de siècle certaines grèves de bûcherons s'accompagnèrent de violences. Le Nivernais vote généralement plus à gauche que le reste de la province dont il fait partie désormais: la Bourgogne.

Le département ne constitue pas une région naturelle, bien qu'il ait deux frontières naturelles: à l'Ouest la coulée de la Loire, puis de l'Allier; à l'Est la ligne de faîte du Morvan. Mais au Nord et au Sud le département forme avec ses voisins des régions «à cheval» sur sa frontière: la Puisaye, le Bourbonnais. Le Morvan lui-même n'est ni assez haut, ni assez fracturé pour faire une coupure nette. La Loire offre les mêmes paysages sur ses deux rives, couvertes de vignes à Sancerre comme à Pouilly. D'autre part le département n'est pas centré, mais s'émiette en petites régions plus ou moins bien reliées. Par contre il est franchement orienté vers Paris. D'abord par une rivière, l'Yonne, qui prend sa source dans le Morvan, traverse la partie orientale du département et rejoint la Seine au sud de la capitale. Le Nivernais est également raccordé à Paris par une voie ferrée qui longe le Morvan depuis Cercy-La-Tour et rencontre l'Yonne à Clamecy, au nord du département[3].

II. Un siècle de réduction

Le Nivernais subit une double réduction depuis un siècle. L'une absolue, sur le plan démographique, l'autre relative, sur le plan économique.

A. La réduction démographique

La population du département diminue depuis 1886. Elle s'élevait alors à 347 645 habitants. Au dernier recensement (1975) elle n'était plus que de

2 La dernière communauté, les Jault de Saint-Benin-Des-Bois fut dissoute en 1847.

3 Le département couvre une superficie de 680 730 ha. A titre de comparaison, le canton de Fribourg couvre une superficie de 166 998 ha.

245 212 personnes. La diminution a été régulière, sauf une faible reprise entre 1954 et 1968. Il s'agit bien d'une diminution en valeur absolue.

La diminution est également relative au total national. En 1886 les Nivernais représentaient 0,90% des habitants de la France. Ils ne sont plus aujourd'hui que 0,50% du total.

Les indices démographiques sont tous moins favorables que ceux du pays. Le taux de natalité est de 15‰ dans la Nièvre, pour 16,7‰ dans le pays. Le taux de mortalité est de 14,5‰ dans la Nièvre, de 11‰ en France. Le taux de nuptialité est de 13,6‰ dans le premier cas, de 14,2‰ dans le second. La densité au km² est à peine plus du tiers (36,2) de ce qu'elle est en France (92).

La population actuelle est plus âgée que la moyenne française, ce qui fait prévoir une aggravation de l'inégalité. Elle est due avant tout à l'exode rural provoqué lui-même par un déséquilibre entre les hommes et les ressources. Il faut mentionner en effet que la population du département avait fortement augmenté, de plus de 50%, entre 1801 et 1886. Elle était composée alors de ruraux pour les trois quarts (82% en 1801). L'évolution économique du XIXe siècle ne se prêtait nullement à une telle surcharge. Le succès de l'élevage bovin et la concurrence des blés d'outre-mer incitaient les agriculteurs à diminuer les terres arables au profit des prairies. En même temps le remplacement du bois comme combustible par le charbon réduisait les revenus forestiers du département. L'exode rural en fut la conséquence, rapide dès le début de la IIIe République, et poursuivi sans répit. Le vieillissement compromet l'avenir économique du département. Le taux de la population active y est inférieur à la moyenne française et la réduction des classes d'âge les plus dynamiques décourage l'initiative économique.

Le mal ne concerne pourtant pas le département dans son entier. Le Val de Loire fait exception, pour la plupart de ses communes urbaines[4]. Donc le dépeuplement vient en partie du déplacement des ruraux vers les villes du département et en partie de l'attrait exercé sur les Nivernais par des régions mieux pourvues en ressources.

L'urbanisation, certaine, est peu vigoureuse puisque la population urbaine du département a mis plus de quatre-vingts ans à augmenter de 45 000 personnes (en 1891, 80 000, en 1975, 125 000). Elle représente actuellement 51% de la population totale. La ville principale, Nevers, compte 58 000 habitants; la ville qui vient immédiatement après, Cosne, seulement 13 000. Une croissance aussi modeste indique l'importance des «sorties» du département.

En sens inverse une immigration très particulière vaut d'être signalée. Depuis le début du XIXe siècle, les campagnes du Nivernais reçoivent de

4 Les communes sont rurales lorsqu'elles comptent moins de 2000 habitants et ne font pas partie d'une agglomération.

Paris des «pupilles», c'est-à-dire des enfants abandonnés[5]. Leur nombre dépassait 11 000 au début de notre siècle. La plupart ont fait souche dans le département.

B. La réduction économique

Elle est seulement relative, en ce sens que les habitants de la Nièvre progressent en bien-être, comme l'ensemble des Français. Mais ils s'enrichissent plus lentement. Les chroniques nivernaises ne permettent pas de dater le début du décalage. Cependant l'impression de vitalité réduite était déjà celle du préfet Fiévée en 1815[6]. Des études régionales récentes[7] enseignent que le revenu moyen par habitant de la Bourgogne est à l'indice 89 par rapport à 100, moyenne nationale, et que la plupart des cantons de la Nièvre sont inférieurs d'environ 10% à la moyenne provinciale, quatre cantons seulement, tous du Val de Loire, lui étant supérieurs. L'écart des salaires, mieux connu, est du même ordre. En 1970 le salaire moyen des Français s'élevait à 16 044 FF.; celui des habitants de la Nièvre à 12 971.

Pourtant les ressources ne manquent pas plus aux Nivernais d'aujourd'hui qu'elles ne manquaient autrefois. Au XVIIIe siècle la campagne nivernaise était célèbre pour ses vignobles, le bois de ses forêts, l'excellence de ses prairies pour l'élevage des bovins et des chevaux. L'industrie nivernaise était connue pour ses forges d'où sortaient les canons et les ancres de la marine de guerre. Au XIXe siècle l'élevage fut amélioré par l'introduction de la race charolaise, devenue nivernaise et dotée d'un herd-book en 1864. L'industrie métallurgique se développa à Imphy, Beaumont-La-Ferrière et surtout à Fourchambault qui fut le centre métallurgique le plus important de France et où naquit le procédé «Martin» d'affinage de l'acier.

Les atouts de l'économie nivernaise n'ont nullement disparu. L'élevage du gros bétail reste une ressource appréciable. La forêt produit toujours du bois d'œuvre et du bois de feu. Les industries de transformation sont nombreuses dans le Val de Loire. D'Imphy sortent des aciers spéciaux utilisés par toutes les industries de pointe (électronique, télévision-couleur). La faïence de Nevers, les grès de la Puisaye trouvent des amateurs dans le monde entier. Le tourisme se développe, dans le Morvan surtout, bénéficiant du crédit qu'on accorde aux pays «verts».

Economiquement parlant, la région n'est donc pas sous-développée mais maintient ce qu'on pourrait appeler un équilibre de sous-peuplement. La

5 Sur l'accueil des «petits Paris», voir J. B. CHARRIER, *Géographie de la Nièvre.* Dijon, 1976, p. 53.

6 Rapport cité par GUY THUILLIER, *Aspects de l'économie nivernaise au XIXe siècle.* Paris, Colin, 1966.

7 J. M. CHANUT et A. VIENOT, *Dimensions économiques de la Bourgogne.* Dijon, INSEE, 1974.

structure socio-professionnelle évolue normalement. La population active dans le secteur primaire diminue (1962: 27,9%; 1968: 22,1%). La population active dans le secteur secondaire augmente (1962: 34,3%; 1968: 36,2%). Plus encore augmente la population dans le secteur tertiaire (1962: 37,8%; 1968: 41,7%). Comme le pourcentage des occupés par l'agriculture est nettement plus élevé qu'en moyenne nationale, le rétrécissement du secteur primaire devrait se poursuivre, réduisant l'importance de certaines parties du département sans affecter les autres. Il est en effet remarquable que le département est fait de plusieurs sous-régions, bien différentes d'activité et de peuplement, et orientées plutôt vers l'extérieur que les unes vers les autres.

III. L'inégalité régionale

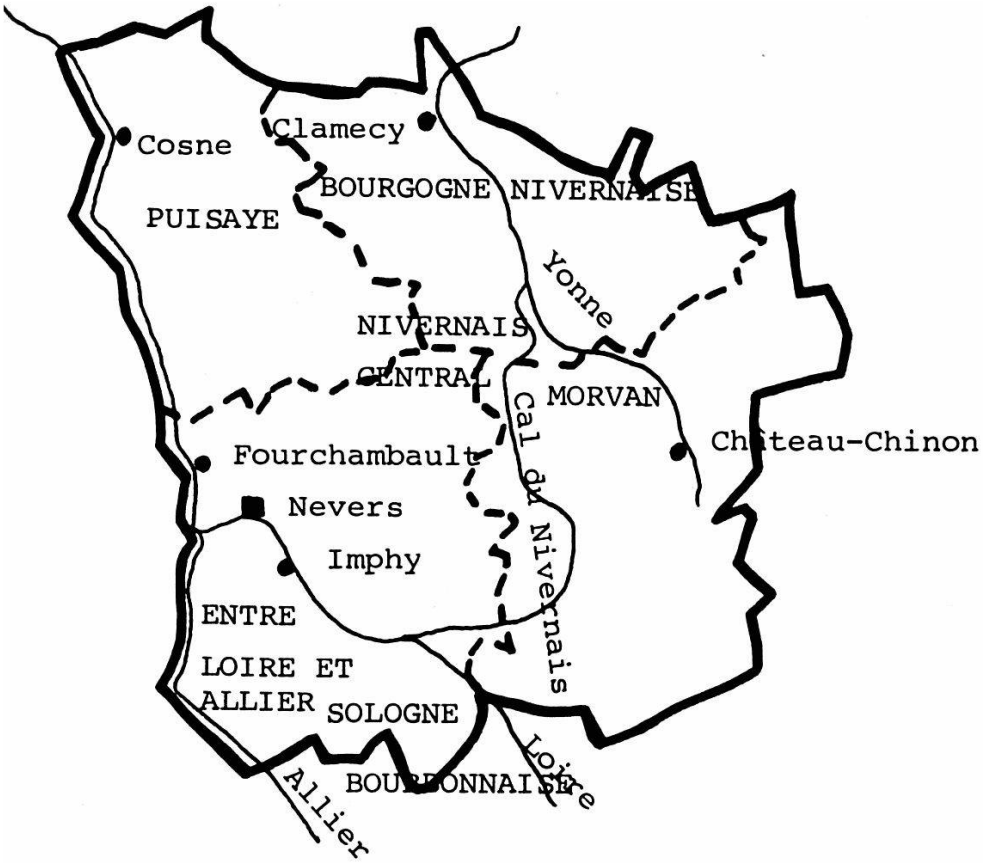
La géologie, la géographie physique, l'agriculture découpent le Nivernais en six sous-régions naturelles. Ce sont, en allant du Nord au Sud:

- la Puisaye (dont la plus grande partie se trouve dans le département voisin),
- la Bourgogne nivernaise,
- le Morvan,
- le Nivernais central,
- «Entre Loire et Allier»,
- la Sologne bourbonnaise (même remarque que pour la Puisaye).

Ce découpage ne signifie pas que le Nivernais soit une simple expression géographique. En deux siècles de vie départementale il a gagné une certaine unité. La centralisation administrative a corrigé les hasards d'un rassemblement historique. Pour l'administration il existe quatre arrondissements groupant trente cantons. Les arrondissements entourent les quatre villes anciennes: Nevers, Cosne, Clamecy, Château-Chinon. Elles se situent à peu près aux quatre points cardinaux et l'une d'elles correspond approximativement à la sous-région naturelle la plus marquée: le Morvan. Leur analyse séparée donne un bon exemple d'une inégalité due à l'histoire autant qu'à la géographie.

A. Nevers, chef-lieu local

Nevers est depuis toujours la ville la plus importante de la région. Bien située au confluent de la Loire et de la Nièvre, non loin du confluent de la Loire et de l'Allier, elle fut le siège d'un évêché, d'un comté, puis la capitale d'un duché, avant de devenir le chef-lieu du département.



Le Département de la Nièvre. Régions naturelles et Arrondissements.

Les ressources de son arrondissement sont très variées. Le climat doux favorise l'agriculture et la viticulture. Des sources minérales attirent les curistes à Pougues depuis l'époque romaine. Des terres alluviales ont donné de bons prés aux éleveurs. Des forêts ont procuré du bois aux forges dès le Moyen Age. Un gisement charbonnier existe à proximité. Le tout explique l'apparition d'une véritable industrie au XVIIIe siècle.

Le XIXe siècle n'a pourtant pas tenu toutes les promesses de l'Ancien Régime. Sans doute l'industrie métallurgique s'est confirmée à Fourchambault, à Imphy sous l'impulsion d'entrepreneurs actifs. Mais une grande industrie moderne n'est pas née. La technique issue de la Révolution industrielle exige une masse minérale et ouvrière difficile à rassembler dans le Nivernais. Le contexte régional du département (Sologne, Morvan, Bourbonnais) est faible, sauf vers Le Creusot mais là les ressources minérales sont suffisamment abondantes pour avoir attiré la grande industrie. Elle s'est rattachée à Lyon, pas à Nevers.

La tradition métallurgique ne s'effaçant pas plus que les autres, Nevers reste un centre important pour le travail des métaux et la mécanique générale: 5343 salariés y travaillaient en 1968. Non seulement la ville progresse régulièrement, mais sa banlieue (Saint-Eloi) et des villes presque satellites situées à une dizaine de kilomètres (Pougues, Fourchambault). L'éventail

industriel de l'arrondissement est large: mécanique, électricité, chimie, caoutchouc (Kléber-Colombes occupe plus de 2000 salariés à Decize), faïence, confection ... Dans l'arrondissement se trouvent 8 des 12 entreprises nivernaises occupant plus de 500 salariés[8]. La moitié de la population du département y vit. La densité démographique est le double de ce qu'elle est dans les autres arrondissements. Nevers en tant que chef-lieu rassemble la plus grande partie du tertiaire: administration publique, banques, associations patronales et ouvrières, hypermarchés ... Elle est le centre d'une nébuleuse, mais ne «tire» pas l'ensemble du département. L'inégalité régionale existait à sa naissance, mais notre époque l'a encore augmentée.

B. Cosne-Cours-Sur-Loire

Le Val de Loire est une ligne d'arrêt – à la différence du sillon Bazois – canal du Nivernais qui est une ligne de fuite. La différence s'explique par la variété des ressources du Val de Loire. A une riche tradition viticole et horticole s'ajoute une double tradition industrielle. Métallurgique d'abord. Les forges de Cosne furent les premières en France à remplacer le bois par le charbon, en 1676. Actuellement l'industrie mécanique est représentée par deux entreprises occupant 853 et 600 personnes. L'autre tradition est d'exploitation forestière: les scieries-placages emploient 300 personnes. Mais l'industrie n'a pas étouffé un riche artisanat de la poterie, en Puisaye, avec une école de poterie de réputation internationale. La Puisaye présente une autre caractéristique: des monuments et sites archéologiques qui en font un point fort du tourisme nivernais.

C. Clamecy: port du bois flotté

L'arrondissement offre des paysages variés: des vignobles au Nord (Bourgogne nivernaise), des prairies au Sud, des forêts à l'Est. L'utilisation du bois des forêts a constitué longtemps la principale richesse de l'arrondissement. Bois d'œuvre et surtout bois de feu. Les bûcherons ou bien le transformaient sur place en charbon de bois pour les besoins locaux, ou bien en faisaient des bûches qu'ils jetaient dans les rivières. Les bûches marquées et liées devenaient des «trains de bois» formés surtout à Clamecy et guidés sur l'Yonne en direction de Paris. A la fin du XIXe siècle les trois cinquièmes du ravitaillement de Paris en bois de chauffage venaient du Morvan, principalement par voie fluviale. Une industrie annexe, fondée à Clamecy, le broyage d'écorce, procurait du tanin utile aux productions locales de vin et de cuir.

8 Statistique de 1974. La crise a diminué certains effectifs.

Au cours du XIXe siècle le flottage et le broyage d'écorce déclinèrent. L'industrie et les foyers domestiques se chauffèrent au charbon, combustible qui s'obtient mécaniquement et peut se traiter par grandes quantités. Le tanin fut obtenu chimiquement à moindres frais. Mais un chimiste de la région inventa un procédé industriel de carbonisation du bois qui redonna du travail aux bûcherons. L'usine fondée à cet effet[9] maintint l'industrie à Clamecy. C'est actuellement l'une des deux entreprises de l'arrondissement dont l'effectif dépasse 500 personnes.

D. Château-Chinon et le Morvan

L'arrondissement contient la plus grande partie du Morvan et une zone du Nivernais central, dite le Bazois, traversée par le canal du Nivernais, qui relie l'Yonne à la Loire, et par une voie ferrée secondaire. Le Morvan en est la pièce maîtresse. Il a des caractéristiques géologique (roches cristallines), climatique (région froide et humide), physique (massif culminant à près de 1000 m, mais traversé de nombreux cours d'eau), agricole (les surfaces toujours en herbe et la forêt y comptent plus que dans le reste du département). Il se distingue de plus en plus des autres arrondissements. Pendant longtemps il a présenté le même mélange d'activités agricoles et industrielles que le Nivernais dans son ensemble. Au XVIIIe siècle de nombreuses manufactures travaillaient le produit de ses mines (fer, plomb). Sa densité démographique était la même qu'ailleurs, sauf le Val de Loire, au XIXe siècle. Mais c'est alors qu'elle commença à régresser. Le progrès de la technologie et des moyens de transport créa une concurrence qui fit disparaître l'industrie extractive et les manufactures. L'agriculture ne pouvait absorber davantage de main d'œuvre, bien au contraire. Les surfaces en herbe gagnèrent sur les terres labourées pour donner de la nourriture au gros bétail rentable. En même temps le désenclavement social (généralisation de l'école primaire et du service militaire) décidait les jeunes à rejoindre des régions plus favorisées, si bien qu'en un siècle la région du Morvan a perdu les deux tiers de ses habitants. L'arrondissement de Château-Chinon a tenu relativement mieux, mais le dépeuplement se précipite depuis la seconde guerre mondiale[10]. L'industrie et les services se développent trop peu pour absorber tous les ruraux surnuméraires. Une seule entreprise dépasse 500 employés, les entreprises importantes ont été «parachutées» pour profiter d'une main d'œuvre peu exigeante. Le dépeuplement est tel qu'il paralyse toute modernisation: l'économie tourne à la simple survivance. En somme l'arrondissement de

9 Voir infra: La Société des produits chimiques de Clamecy.

10 De 1968 à 1975, diminution dans les cantons de Château-Chinon: 8,3%; Montsauche, 13,6%; Châtillon, 10,3%; Moulins-Engilbert, 10,9%; Luzy, 8,8%.

Château-Chinon est, dans le département, le parent pauvre alors que celui de Nevers est le gagnant.

IV. La modernisation de l'économie

Le Nivernais a évolué moins vite que la plupart des régions françaises. Mais son retard économique ne l'a pas empêché de participer à la forte croissance d'après-guerre. Elle s'exprime par des indicateurs de bien-être (plus de voitures, de téléviseurs, de lits d'hôpital) et par le progrès des équipements que signalent les recensements des entreprises. La modernisation des structures productives agit sur l'évolution sociale et peut-être politique.

A. Spécialisation et concentration primaires

L'exode rural oblige l'agriculture nivernaise à changer, l'apparition du Marché Commun agricole également, mais les tendances restent les mêmes.

1. Le choix des productions

La campagne nivernaise est couverte, comme beaucoup d'autres, de forêts, de champs, de prés et de vignes, avec des proportions qui lui sont particulières.

a) *La spécialisation herbagère.* Le sol, liasique ou alluvial sur une grande partie du département, favorise la pousse d'une herbe qui engraisse facilement les bovins. C'est pourquoi un fermier introduisit, au XVIIIe siècle, la race charolaise, déjà célèbre, dans le Nivernais. Au siècle suivant les éleveurs nivernais améliorèrent leurs prairies (prés d'embouche), sélectionnèrent le bétail et s'enrichirent en passant du champ au pré. La spécialisation progressa du Nivernais central au Morvan. L'exode rural en fut la conséquence mais, comme souvent en matière économique, ce qui était conséquence devint cause. Le manque de bras, aggravé par la guerre de 1914, a accéléré le passage à la prairie. La forte croissance de l'après-guerre 1939, en ouvrant des emplois en ville, a encore précipité l'exode rural et la réduction des surfaces labourées.

Le retard mis par le Morvan à se spécialiser dans l'élevage indique l'étroite relation de la spécialisation à la structure agraire. Le Nivernais central et la région «Entre Loire et Allier» adoptèrent rapidement la spécialisation herbagère parce que ce sont des zones d'exploitations grandes ou moyennes. Le Morvan, pays de petites exploitations, se décida plus difficilement à changer de spéculation.

L'après-guerre 1939 a accentué la spécialisation de l'élevage en remplaçant de plus en plus souvent l'élevage complet par un élevage partiel. Alors que jusque-là les bêtes étaient élevées et engraissées par les mêmes personnes, l'habitude s'est répandue de vendre les bêtes maigres à des engraisseurs situés généralement dans le Bassin parisien qui «gorgent» les animaux d'aliments composés à partir de céréales. Bien des éleveurs nivernais croient que faire venir les aliments pour «finir» le bétail sur place ne serait pas rentable. En fait le bœuf nivernais-charolais fini reste une bonne spéculation là où l'éleveur en obtient un prix que justifie la réputation de la viande. Les plus gros bénéfices vont à ceux qui exportent, dans le monde entier, des reproducteurs. Succès du présent qui compromet l'avenir: l'Argentine et d'autres pays produisent maintenant de la viande «nivernaise» qui risque de concurrencer, dans l'Europe du Marché Commun, la viande «d'origine».

Le Morvan est la région qui consacre le plus de S.A.U. (surface agricole utile) à l'élevage bovin, mais il s'est habitué aussi le plus à vendre des bêtes maigres, ce qui enlève aux éleveurs l'avantage de vendre un produit fini. Ils refusent le risque de l'intensification (dépenser plus pour gagner plus) ce qui se voit à la réduction des cultures fourragères et au faible tonnage des engrais employés. Pourtant la faible dimension de l'exploitation agricole exigerait une charge plus forte de bétail à l'hectare. Il reste par ailleurs assez de main d'œuvre familiale pour investir plus en travail. Deux raisons expliquent ce refus des Morvandiaux:

– La majorité des exploitants sont âgés (plus de 55 ans), donc maintiennent la tradition de faire confiance à la prairie «naturelle».

– Les moutons et agneaux se vendent bien, à une époque où l'enrichissement s'exprime par une consommation supérieure de viande. Donc l'élevage ovin, délaissé au XIXe siècle au profit des bovins, a opéré un retour en force dans les vingt dernières années. Il demande moins de travail et de capital par unité de superficie.

b) Les incertitudes de l'exploitation forestière. La forêt occupe un bon tiers du territoire utilisé. Elle a été longtemps un atout maître du Nivernais. Aujourd'hui les grumes sont toujours appréciées, mais le déclin de la carbonisation du bois enlève aux taillis leur valeur. Du même coup le travail manque aux bûcherons. Les «professionnels» sont en voie de disparition; il reste le bûcheronnage des agriculteurs pendant l'hiver.

Le besoin de pâte à papier a conduit l'Etat à subventionner le remplacement des «feuillus» par des résineux, mais le sol leur convient mal. Le projet de créer une fabrique de cellulose n'aboutit pas. L'Etat subventionne également le défrichement pour augmenter la S.A.U., mais le manque de main d'œuvre en limite l'importance. Une partie de la forêt a été acquise par des étrangers au département ou au pays, ce qui indique que les perspectives sont meilleures que le présent.

La viticulture mérite une mention parce que le quart de la production est vendue hors de France, mais c'est une spécialisation en recul: le vignoble départemental est le dixième de ce qu'il était en 1892.

Au total l'agriculture d'après-guerre ouvre de nouvelles possibilités à ceux qui engagent de gros capitaux. Le Marché Commun contrôle mieux les prix des céréales que ceux de la viande. En conséquence les profits de la viande sont passés des éleveurs nivernais aux céréaliers du Bassin Parisien.

2. La concentration des entreprises

Le nombre des exploitations agricoles diminue dans le Nivernais à un rythme très supérieur à la moyenne française: elles étaient 18421 en 1955, 9768 en 1970[11]. L'exploitation agricole moyenne est ainsi passée de 22 à 40 ha, taille rarement atteinte en France. Il n'empêche qu'il reste une longue échelle de dimensions, avec un nombre encore important de petites exploitations: 2803 couvrent moins de 10 ha. Leur survivance s'explique un peu par la présence de viticulteurs ou horticulteurs, davantage par l'élevage laitier qui se fait en Puisaye, plus encore par le grand nombre d'ouvriers-paysans dans les cantons les plus industriels. Mais le pourcentage de la S.A.U. détenu par les petites exploitations est tombé de 10 à 3, alors que le pourcentage aux très grandes exploitations (plus de 100 ha) est passé de 19,5 à 31,5.

Le nombre des petites exploitations diminue pour des raisons qui varient d'une région à l'autre. En Bourgogne nivernaise, où le sol se prête bien à la culture, l'orientation céréalière traditionnelle se renforce; or, la culture ne se fait plus rentablement qu'avec des moyens mécaniques que ne peut posséder un petit exploitant. Dans le Morvan la pauvreté incite les jeunes à renoncer au métier. Un peu partout se fait sentir l'attraction urbaine. Les petites villes grossissent d'émigrants ruraux.

La concentration s'accompagne-t-elle de prolétarisation? Oui, selon Michel Blanc[12]. Non pas au sens qu'il y aurait davantage de salariés agricoles par rapport aux travailleurs indépendants. En fait, c'est le contraire: ils étaient 4250 en 1962, 2500 en 1972. Mais en ce sens que les petits exploitants s'appauvrissent. Etant donné que les prix des moyens de production augmentent plus que ceux des produits agricoles, le seuil de viabilité s'élève plus vite que la taille de l'exploitation. Tenir avec moins de 30 ha est devenu, d'après M. Blanc, impossible.

Deux considérations limitent la portée de ce jugement:

– Une forte proportion de petites exploitations relèvent d'agriculteurs âgés, proches de la retraite et souvent dépourvus de successeurs. Leurs exploitations iront grossir des exploitations plus viables. Cela s'est déjà fait puisque,

11 *Recensement général de l'agriculture 1970.*

12 MICHEL BLANC, *Couches sociales et systèmes de production dans l'agriculture du Nivernais central.* Toulouse, Mémoire du Laboratoire d'Economie rurale de l'I.N.R.A., 1977.

dans le Nivernais, l'exploitation concentrée coïncide souvent avec la propriété émiettée.
– Beaucoup d'exploitations sont tenues par des ouvriers-paysans du fait que, même là où la région est industrialisée, il n'y a pas de «masse» urbaine susceptible d'isoler la ville de la campagne. Le mot prolétarisation a une couleur pessimiste qui s'applique mal à ce type d'ouvrier.

La perspective est à une nouvelle réduction du nombre des exploitations, car le remembrement donnera à de petites exploitations parcellées la valeur nécessaire à leur acquisition par de puissants voisins. Mais le remembrement progresse difficilement, d'abord en raison de la méfiance paysanne, ensuite parce que bien des parcelles ont été acquises par des résidents secondaires ou des émigrants citadins. Le pays vert attire les retraités!

En conclusion, la modernisation du secteur primaire laisse subsister deux tendances anciennes:
– L'importance du salariat. Une exploitation sur cinq emploie des salariés en permanence dans le Nivernais; une sur huit en France. C'est dû à l'élévation de la taille des exploitations et aussi à l'orientation vers l'élevage, obligeant à des soins continus, alors que les spéculations végétales se contentent d'une main d'œuvre saisonnière.
– L'importance de la grande exploitation et de la grande propriété. Elles prédominent dans la moitié sud du département, avec de nouveaux titulaires. Les bouleversements monétaires des deux après-guerre ont réduit la propriété nobiliaire, mais les domaines ont été, soit morcelés en grands morceaux acquis par des fermiers ou des régisseurs, soit achetés par des non-résidents, dont le nombre augmente régulièrement.

B. La mutation industrielle

L'industrie s'adapte au commerce depuis toujours, à la technologie depuis deux siècles. L'accélération des changements de l'une et de l'autre après la seconde guerre mondiale a provoqué une profonde mutation industrielle. Elle se résume dans le passage de l'entreprise «patronale» à l'entreprise «multinationale», dont le Nivernais offre de bons exemples.

1. La Société des Produits Chimiques de Clamecy (S.P.C.C.)

On trouve à son origine une invention qui modernisait une activité traditionnelle du département: la carbonisation du bois. Faite en forêt, les résidus sont perdus. Un chimiste de Clamecy inventa, en 1893, la distillation du «jus» de bois brûlés, pour en tirer de l'acide acétique. La carbonisation se fit donc désormais en fabrique, dans le moulin même où s'opérait le broyage d'écorce, activité traditionnelle elle aussi, mais condamnée par la nouvelle

technologie. La ville de Clamecy, qui perdait à ce moment-là ses deux ressources principales: le flottage et le broyage du bois, subsista de cette façon comme ilôt industriel dans une région purement agricole.

L'entreprise servit pendant la première guerre mondiale à fabriquer du matériel chimique de guerre et fut dirigée ensuite par un «patron», également capable au plan économique et au plan social.

– Ce qui était désormais la S.P.C.C. pratiqua l'intégration suivant une ligne «textiles artificiels». La carbonisation aboutit en effet à du sulfure de carbone qui est la base de la rayonne et de la viscose. Elle donne aussi le carbone pur qui «réduit» différents métaux. A l'usine de carbonisation fut jointe une usine de désétamage, qui récupérait l'étain des boîtes de fer blanc et fabriquait du bichlorure d'étain utilisé pour «charger» la soie. Plus tard s'ajouta une usine de résines et vernis artificiels. La S.P.C.C. fut alors liée financièrement à un holding textile lyonnais: le Groupe *Gilet*. La guerre de 1939 réduisit l'activité mais elle reprit de plus belle après la guerre. Une quatrième usine fut édifiée qui prépara des tanins synthétiques pour le compte de l'entreprise lyonnaise, *Loprosoie*. La S.P.C.C. employait alors près de 800 personnes à Clamecy (ville de 6000 habitants) et utilisait les services d'environ 800 bûcherons pour couper et amener le bois nécessaire à l'usine de carbonisation.

– Les usines des petites villes ont comme personnel des ouvriers-ruraux qui admettent d'être guidés dans leur vie comme dans leur travail. La S.P.C.C. les formait professionnellement, les soutenait dans les accidents de la vie (création de mutuelles), leur préparait des loisirs (stade, équipe de football, société de musique, cinéma dominical), s'occupait de leur famille (cité ouvrière, école ménagère, colonies de vacances). Résultats: longue vie à l'usine, grèves rares et courtes.

– Dans les années 1960 l'ensemble clamecycois doit être réorganisé pour résister à l'ébranlement de sa base: la carbonisation. En effet les nouvelles technologies suppriment l'usage industriel du charbon de bois. Le sulfure de carbone est désormais obtenu à partir de produits pétroliers. La réduction des métaux se fait dans des fours électrifiés. Il ne lui reste qu'un usage domestique, insuffisant pour «renter» la S.P.C.C. malgré la mode du «barbecue». Donc la carbonisation, déjà fortement diminuée, s'arrêtera complètement en 1981. La S.P.C.C. a été absorbée par *Progil*, puis passée à *Rhône-Progil* et de là à *Rhône-Poulenc* industries, qui est elle-même une partie de la multinationale *Rhône-Poulenc* S.A. L'établissement de Clamecy a perdu toute autonomie. Il n'est plus qu'un élément de la division «chimie minérale» de Rhône-Poulenc industries. L'effectif est tombé à 450 personnes et diminuera encore. La cité ouvrière et tout ce qui évoquait un «paternalisme» industriel ont disparu.

2. Les aciéries d'Imphy

La métallurgie compte plus dans la Nièvre que la chimie. Elle est aussi plus ancienne, précédant la révolution industrielle. Les aciéries d'Imphy se placent donc plus haut que la S.P.C.C., dans l'histoire comme dans l'actualité. Leur essor s'explique par la même capacité d'innover et leurs vicissitudes par les «restructurations» qu'impose la concurrence internationale.

Imphy est une petite ville située à 10 km de Nevers, au confluent de la Loire et de l'Izeure. Une forge y naquit au XVIIe siècle pour profiter d'une conjonction facile du minerai, du bois et de l'eau. C'était une parmi plusieurs, pas la plus grande. Elle fut transformée au temps de la Révolution industrielle pour produire tôles et fer blanc[13]. Bientôt elle fit partie d'un groupe, dit de Fourchambault, haut-lieu de la métallurgie nivernaise. Le groupe l'orienta vers la production de l'acier Bessemer mais, le Nivernais se prêtant moins bien que la Lorraine à la production en grand, l'aciérie fut affectée à la fabrication de moulages d'acier au creuset et à celle de ressorts de wagons. L'innovation et la spécialisation assurèrent ainsi à Imphy un succès qui échappait aux autres établissements de la région.

A la fin du XIXe siècle, la concurrence internationale s'amplifia et l'usine se reconvertit vers les aciers spéciaux: «En 1895 commença avec le Bureau international des poids et mesures une étroite collaboration qui devait aboutir en 1896 à la création d'un alliage dont la dilatabilité est inférieure à celle du platine, l'invar.»[14] Désormais l'établissement se consacra à la production d'alliages à haute teneur en nickel et nickel-chrome. Sa valeur fut confirmée par Henri Fayol qui donna au laboratoire d'Imphy la consigne de «scruter les alliages spéciaux afin de découvrir et d'exploiter leurs propriétés exceptionnelles»[15].

Ni les deux guerres mondiales, ni la crise de 1929 n'entamèrent la réputation de l'usine. Mais l'après-guerre 1939 durcit la concurrence entre métallurgistes. Le tonnage vendu par Imphy augmenta peu de 1946 à 1954. Cette année-là l'établissement passa à la «Société métallurgique d'Imphy». Celle-ci fut absorbée ensuite par la Société des Forges et Ateliers du Creusot, qui fut intégrée elle-même par le groupe Creusot-Loire, lequel relève du Groupe international *Empain-Schneider.*

L'intégration s'est accompagnée d'une hausse des quantités vendues (18 548 tonnes en 1957, 37 694 en 1966) et surtout des quantités exportées (de 1 à 40% du chiffre d'affaires). La technique reste à la pointe du progrès. Imphy produit un «invar cryogénique» destiné aux méthaniers, mais qui servit aussi de matériau au réflecteur laser déposé sur la lune le 17 novembre 1970. L'usine produit des alliages «à la demande» qui équipent, entre autres,

13 Grâce à Louis Boigues, en 1816. Voir GUY THUILLIER, *op. cit.*
14 Voir *Aciéries d'Imphy,* brochure publiée par Creusot-Loire, non datée (postérieure à 1970).
15 *Ibid.*

le microscope électronique le plus puissant du monde. C'est aussi le leader mondial des ressorts de montre.

Contrastant avec cette technique toujours plus sophistiquée, la main d'œuvre change peu. L'effectif est actuellement égal à ce qu'il était en 1956 (2314–2315) après être passé à 3083 personnes en 1961. Sa composition se modifie lentement: moins d'ouvriers, plus d'employés et de cadres. Les ouvriers viennent d'Imphy ou des environs immédiats.

En définitive, la dépendance économique est une constante d'Imphy tout comme le progrès technique. La même usine, depuis la guerre mondiale, a appartenu à la Société Commentry-Fourchambault-Decazeville, puis à la Société métallurgique d'Imphy, puis à la Société des Forges et Ateliers du Creusot, puis au groupe Creusot-Loire.

C. L'extension du secteur tertiaire

La proportion de la population active employée dans le secteur tertiaire augmente, tout en restant inférieure à la moyenne nationale. En principe c'est un progrès économique, puisque le travailleur du tertiaire gagne généralement plus que les autres. Mais la tertiarisation nivernaise souffre de deux défauts. Elle reste à un niveau inférieur de qualification et profite plus à la zone de Nevers qu'au reste du département.

1. Le niveau de qualification

Que ce soit dans le commerce, l'administration ou les autres services, l'activité s'effectue à un niveau qui laisse un revenu médiocre aux Nivernais.

La concentration du commerce change peu son rendement: simplement, des employés de grands magasins remplacent des commerçants disséminés. Ils augmentent la proportion des salariés et celle des femmes dans la population active sans élever sa qualification. Comme autrefois les articles de luxe ne se trouvent qu'à Nevers et viennent fréquemment de Paris.

L'administration publique, armée comprise, occupe 12,1% de la population active. Ses plus gros effectifs travaillent dans l'enseignement, les services de santé, l'administration économique et sociale. Mais toute une administration de haut niveau n'est pas représentée: INSEE, chèques postaux, Cour d'Appel, Université.

Les services sont plutôt d'accompagnement que d'entraînement. Toute région a ses gens de maison et ses coiffeurs. Mais les services à rendre aux entreprises (ingénieurs-conseils, conseillers juridiques et fiscaux) occupent seulement 196 personnes.

Seul le tourisme rapporte plus qu'autrefois et de plus en plus. Des formes nouvelles se développent, tel le tourisme fluvial sur le canal du Nivernais.

Pour promouvoir le tourisme dans le Morvan, la préfecture de région a passé un marché avec une société privée parisienne, confiant à celle-ci une mission d'animation. Il s'agit avant tout de valoriser le parc régional récemment institué.

2. Les privilèges du chef-lieu

Dans l'agglomération de Nevers (22,1% de la population de la Nièvre) se trouvent 34,5% de la population employée dans le commerce, l'assurance et la banque. On voit différentes raisons à cette sur-représentation.

- La zone rassemble les principales industries du département, et les meilleures implantations d'après-guerre comme *Alfa-Laval* (matériel de laiterie).
- L'administration générale, presque entièrement au chef-lieu (183 employés sur 209), signifie une source d'information, de relations utiles pour tous ceux qui exercent des fonctions commerciales.
- Nevers n'a pas de ville concurrente dans un rayon de 50 km.
- Nevers est située sur les deux seules grandes voies de communication du département, ferrée et routière, qui la relient à la capitale du pays.

Ainsi s'expliquent la présence dans la zone de Nevers des deux hypermarchés du département, la tenue annuelle d'une Foire-Exposition et plus généralement l'importance du secteur tertiaire dans l'agglomération: les deux tiers de sa population active. La ville centralise toutes les manifestations. C'est là qu'a été édifiée la seule Maison de la Culture du département, mais c'est là aussi que les agriculteurs de la Nièvre organisent les concours où sont primés les meilleurs bovins. De même la première banque nivernaise, le Crédit Agricole, occupe à Nevers 150 employés sur les 350 du département. La ville est aussi le pôle touristique de la Nièvre, en raison du pèlerinage au couvent *Saint-Gildard,* qui conserve le corps de sainte Bernadette et attire annuellement 300000 visiteurs.

En somme, le Nivernais reproduit fidèlement, au plan départemental, la centralisation que déplorent les régionalistes français.

L'économie du Nivernais ne parait pas avoir changé, depuis la guerre, autrement que l'économie nationale. Certaines activités du secteur secondaire ont cessé (les forges deux fois centenaires de Guérigny ont fermé en 1971, l'extraction houillère a été arrêtée à La Machine en 1974); mais d'autres se sont développées (cautchouc, électronique). Les centres de décision sont parfois séparés des lieux de fabrication, mais il en était déjà ainsi autrefois. Simplement ils sont plus loin: Alfa-Laval dépend du capitalisme suédois, Kléber-Colombes du capitalisme américain. Ni la population, ni la richesse nivernaises ne permettent une indépendance économique qui n'est plus guère accessible qu'à l'échelle nationale. Tout au plus le soupçon de colonialisme économique peut-il donner des chances aux partis d'opposition.

V. L'évolution politique du Nivernais

La Nièvre est «marquée» politiquement puisque, au premier tour des présidentielles de 1974, elle vint en tête de tous les départements français pour le pourcentage des suffrages accordés au leader de l'opposition de gauche. Il est vrai que François Mitterrand est le maire de Château-Chinon, l'une des sous-préfectures, et le président du Conseil Général du département. Mais, plutôt que d'invoquer son charisme personnel, certains rappellent une tradition nivernaise de gauche. C'est le cas de l'auteur de la *Sociologie électorale de la Nièvre au XXe Siècle*[16]. Pour juger laquelle des deux explications est la meilleure, il convient de comparer l'évolution politique de la Nièvre avant et après l'arrivée de M. Mitterrand dans la région, en 1949. «Avant» sera un peu plus long qu'«après» parce que l'évolution politique était plus lente autrefois et qu'il faut savoir ce qu'était politiquement le Nivernais avant 1914: la première guerre mondiale n'a pas tout bouleversé.

A. Les forces politiques dans la Nièvre au début du XXe siècle

L'analyse des résultats électoraux, aux divers échelons (municipal, cantonal, national), fait écarter deux simplifications.

– La Nièvre n'est pas fondamentalement «à gauche» puisque deux élections qui se suivent donnent des résultats opposés. En 1885 les élus députés sont tous radicaux. En 1889 ils sont tous boulangistes.

– La Nièvre n'est pas un tout politique. Les vingt-cinq cantons qui la composent à l'époque[17] votent selon tout l'éventail des tendances politiques. Certains votent presque constamment à gauche; d'autres presque constamment à droite.

Cependant, au début du XXe siècle, le département, en moyenne, penche à gauche, ce qui tient à plusieurs raisons.

– Il existe un fort syndicalisme rural, qui est avant tout un syndicalisme bûcheron. 9000 bûcherons sont syndiqués en 1904. Deux éléments constitutifs de l'économie nivernaise se rejoignent pour expliquer leur nombre: l'exploitation des forêts et la grande propriété. La carbonisation du bois requiert une main d'œuvre nombreuse, qui se rassemble pour défendre ses conditions de travail. La concurrence de la houille et le recul des cultures menacent en effet les salaires. Les grèves et le vote à gauche expriment un conflit social.

– Un prolétariat industriel s'ajoute au prolétariat rural dans le Val de Loire.

16 JEAN PATAUT, *Sociologie électorale de la Nièvre au XXe siècle.* Thèse de doctorat en droit, Université de Paris, 1953.

17 Ils sont trente depuis 1973.

Les deux sont en contact, soit par la CGT, à laquelle s'est affiliée la fédération bûcheronne en 1902, soit par la vie commune, beaucoup d'ouvriers résidant à la campagne. La coexistence d'une petite exploitation viticole et d'une grande exploitation céréalière donne également au Val de Loire un climat politique tendu.

– Des idées «avancées», exposées dans la capitale, sont connues dans la Nièvre grâce aux «flotteurs», qui suivent le bois le long de l'Yonne jusqu'à son confluent avec la Seine, et aux retraités revenus au pays après avoir travaillé à Paris. «En 1891 la Nièvre était l'un des six départements français ayant plus du dixième de sa population vivant dans la Seine.»[18] Sans doute, les idées avancées ne constituent pas par elles-mêmes une force politique. Leur diffusion est difficile dans une région à prépondérance rurale, où beaucoup de villages vivent isolément. Mais les citadins peuvent répandre leurs idées par divers moyens: conseils que donnent juristes, médecins ou assureurs; propriété qui fait dépendre bien des cultivateurs de citadins aisés.

Il est vrai que les idées des notables ne sont pas forcément «de gauche», mais le pays, au début du XXe siècle, après les remous de l'affaire Dreyfus, bascule dans son ensemble du côté gauche. Le département de la Nièvre suit la tendance anti-conservatrice et en même temps anti-religieuse. Les luttes politiques et religieuses s'y confondaient souvent. J. Pataut a noté l'influence de l'Eglise et celle de la franc-maçonnerie. On peut dire aussi que dans le Nivernais une moyenne propriété bourgeoise s'oppose à une grande propriété nobiliaire.

Mais les exceptions à la tendance gauchère sont nombreuses au début du XXe siècle et se trouvent dans toutes les régions de la Nièvre. Deux des cantons du Morvan ont voté à droite en 1902, dont celui de Château-Chinon, de même qu'une partie de la Bourgogne nivernaise et du Nivernais central.

D'autre part la gauche nivernaise n'est pas unie: les radicaux en forment la partie principale, mais des socialistes s'y ajoutent depuis 1882[19]. Les élections de 1910 donneront le siège de Nevers II à un socialiste qui s'est présenté contre un radical.

B. L'ère des ruptures

La première moitié du XXe siècle est une ère de ruptures politiques, en France comme ailleurs, du moins en politique intérieure. Au Congrès de Tours (1920) le socialisme français s'est divisé en deux branches: socialiste et communiste. Le syndicalisme a subi aussitôt le même sort: CGT contre CGTU. Après la réunion au sein du Front Populaire, la guerre de 1939 a été

18 J. PATAUT, *op. cit.*, p. 19.

19 Le socialisme eut deux élus à la Constituante de 1848, mais sous la IIIe République, le premier des élus socialistes date de 1882.

l'occasion de nouvelles ruptures. En 1947 les ministres communistes ont quitté le Gouvernement socialiste. En 1948 la CGT a éclaté en une CGT et une CGT-F.O. A l'origine des scissions on trouve, dans les deux cas, la Révolution soviétique. Elle est jugée diversement par ceux qui luttent contre la société capitaliste. Pour les uns, l'URSS est un exemple imparfait, mais utile. Pour les autres, l'URSS est «non pas à gauche, mais à l'Est», c'est-à-dire dans un autre monde.

L'évolution politique de la Nièvre s'explique par ces conflits et par d'autres événements nationaux ou locaux. Dans une région restée fortement rurale et physiquement émiettée, la solution des problèmes locaux compte plus que l'attachement à telle doctrine. Cependant la politique a changé dans le Nivernais en fonction de trois changements de dimension nationale.

– *Une montée des problèmes économiques.* A côté des querelles traditionnelles sur la liberté de l'enseignement ou le mode de scrutin surgissent des controverses sur la nationalisation des secteurs clefs, d'abord des chemins de fer, ou la place de l'impôt sur le revenu dans le système fiscal.

– *Un remplacement des élites sociales.* L'inflation née de la guerre appauvrit les détenteurs de revenus fixes, en particulier les propriétaires fonciers qui signent des baux stipulés en argent. La propriété bourgeoise progresse aux dépens de la propriété nobiliaire.

– *Un élargissement de l'administration publique.* La guerre de 1914 a étendu les tâches de l'Etat et développé un esprit de solidarité qui aboutira à de nouvelles protections sociales, donc maintiendra une intervention de l'Etat sur le travail et la vie de chacun. L'effectif des fonctionnaires, la défense de leurs traitements apparaissent comme thèmes électoraux.

Il résulte de ces changements qu'entre les deux guerres mondiales les classes moyennes ont progressé au détriment des élites traditionnelles: clergé et noblesse. Les cartes de la pratique religieuse dressées pour les années 1909 et 1933[20] indiquent la déchristianisation du Nivernais. Elles indiquent aussi que les cantons pratiquants manifestent toutes les tendances politiques, sauf l'extrême gauche, c'est-à-dire le socialisme avant 1914, le communisme ensuite.

Au total le changement est pourtant faible dans le Nivernais entre les deux guerres mondiales, moins manifeste que le maintien de deux constantes.

– Les partis de gauche ont une double assise géographique. Le Val de Loire, d'abord, là surtout où se conjuguent les influences industrielle et forestière. Une partie du Morvan également, là où les petits propriétaires paysans vivent difficilement.

– Le syndicalisme provoque une tendance extrémiste. Les syndicats de bûcherons, au moment de la rupture, ont choisi la CGTU sympathisante du parti communiste.

20 J. PATAUT, *op. cit.*, T. II, *Cartes et graphiques.*

Par ailleurs a seule changé l'étiquette: là où règnait le radicalisme, règne le socialisme; c'est conforme à la dévaluation des étiquettes de l'opposition.

Au contraire la guerre de 1939 a bouleversé les règles du jeu politique. A la libération, les trois partis qui se réclamaient de la Résistance occupèrent le terrain presque entièrement, surtout dans la Nièvre, où la Résistance joua un grand rôle. Les communistes, qui y tenaient la plus grande place, gagnèrent les premières élections d'après-guerre: ils obtinrent 25% des voix aux constituantes de 1945 et de 1946. La droite et les radicaux, soupçonnés de collaboration, gardèrent peu de voix. La plupart des votes de l'«Ordre Etabli»[21] allèrent au Mouvement Républicain Populaire, nouveau parti qui eut 20% des voix du premier coup. Il attira en particulier les électeurs pratiquants. Il eut autant de voix que le Parti socialiste, réduit au profit des autres partis issus de la Résistance.

Les élections législatives de 1951 opèrent un certain reclassement, en raison des événements survenus depuis 1946: la rupture entre les socialistes et les communistes et la création par le général de Gaulle du Rassemblement du Peuple Français (RPF). De là datent deux innovations dans l'histoire politique de la France en général et de la Nièvre en particulier.

– Les deux principaux partis de gauche s'attaquent si violemment que la coupure habituelle en deux camps se fait à l'intérieur de la gauche et non plus entre droite et gauche.

– Les notions mêmes de droite et de gauche s'effacent, à cause de l'apparition d'un «mouvement», le RPF, difficilement réductible aux partis traditionnels.

C'est dans ce climat nouveau que commença la carrière nivernaise de François Mitterrand.

C. Le succès du Parti socialiste

A l'arrivée de François Mitterrand dans la Nièvre, le socialisme obtenait des voix un peu partout, mais nulle part plus de 20%. Or, aux dernières élections de niveau national – les élections des représentants à l'Assemblée européenne – il obtint 35% des voix. Par ailleurs, lors des dernières élections au Conseil général de la Nièvre[22], le conseiller qui obtint la proportion la plus élevée des suffrages exprimés fut François Mitterrand.

Quelques dates jalonnent son parcours nivernais.

21 J. Pataut distingue, comme F. Goguel, l'ordre établi et le Mouvement. Les pourcentages de «voix» indiqués se rapportent aux électeurs inscrits, non pas aux suffrages exprimés.

22 Rappelons qu'il s'agit d'une assemblée départementale, dotée de pouvoirs administratifs et financiers qui augmentent lentement, mais régulièrement, au fur et à mesure de la décentralisation.

En 1946, il fut élu député sur une liste UDSR[23].
En 1949, il fut élu conseiller général de Montsauche (Morvan).
En 1951, il fut réélu député, toujours sur une liste UDSR.
En 1959, il fut élu maire de Château-Chinon et sénateur.
En 1962, il fut élu député S.F.I.O.
En 1964, il fut élu président du Conseil Général de la Nièvre (il l'est toujours).
En 1968, il fut élu député (Fédération gauche).
En 1973, il fut réélu député (Parti socialiste).

Le Conseil Général de la Nièvre comprend actuellement 21 socialistes ou apparentés sur 30 conseillers, ce qui est une proportion exceptionnellement forte.

Le succès dans la Nièvre accompagne toute la carrière nationale du «Président»: pendant la IVe République, pendant la «traversée du désert» qui a suivi le retour au pouvoir du général de Gaulle, depuis 1965, c'est-à-dire depuis que la gauche le désigna comme candidat à la Présidence de la République, en faisant ainsi le leader de l'opposition de gauche.

Trente ans de succès locaux signifiant une adaptation parfaite à une région dont il n'est pas originaire et où il n'est pas propriétaire – ce qui est inhabituel. On ne peut l'expliquer sans tenir compte à la fois d'une équation personnelle favorable et d'une évolution «objective» de la région représentée vers le socialisme.

– François Mitterrand, qui fut avocat et qui pratique les loisirs «aérés» qui conviennent à un pays de bois et d'étangs comme est le Morvan, parle à ses administrés de choses qu'ils connaissent en commun et suit les dossiers avec beaucoup d'attention. Son prestige personnel est évident.

– L'évolution a donné au Nivernais des caractéristiques qui le rendent perméable à la doctrine socialiste. En voici quelques unes:

– *La déchristianisation.* Elle a commencé sous la Révolution française. L'anticléricalisme de la jeune République a été bien reçu dans la plus grande partie du département, sans doute parce que la bourgeoisie, en réaction contre les nobles grands propriétaires, avait adopté les idées voltairiennes. Depuis la guerre de 1939, l'anticléricalisme a laissé la place à l'indifférence. La déchristianisation est attestée par la réduction de l'effectif sacerdotal. «Le nombre des prêtres est passé de 439 en 1901 (1 pour 784 habitants) à 168 en 1973 (1 pour 1474 habitants), le nombre des ordinations de 73 à une par an en moyenne»[24]. Elle accompagne un double changement socio-professionnel: de plus en plus de citadins, de plus en plus de salariés. Or le socialisme recrute plutôt des citadins que des ruraux, plutôt des salariés que des indépendants.

23 Union démocratique et socialiste de la Résistance.
24 J. B. CHARRIER, *op. cit.*, p. 196.

– *La tertiarisation.* Le nombre des employés, plus généralement des «travailleurs à col blanc» augmente par rapport au nombre des ouvriers, autrement dit des travailleurs manuels. Ceci laisse du champ à l'initiative socialiste. Les ouvriers d'usine sont plus attirés par le communisme que par le socialisme, dans la Nièvre et plus généralement en France. Ils ont les mêmes valeurs que les communistes: solidarité, discipline, fidélité. Les employés, les tertiaires ont plutôt la mentalité moyenne de l'époque: choix et responsabilité personnels, goût pour l'essai, le changement, la controverse. La carte électorale de la Nièvre indique bien la différence. Les cantons de Pougues, de La Machine, ont une majorité ouvrière et communiste. Ce sont les seuls, dans le département, où les communistes l'emportent sur les socialistes.
– *L'embourgeoisement.* Le Nivernais s'est enrichi, pendant les 30 dernières années. La crise n'a encore ramené, ni le nombre des emplois, ni le niveau du bien-être à ce qu'ils étaient il y a 30 ans. La revendication modérée est «payante». Les villes s'embellissent – y compris celles que tiennent les socialistes – avec des subventions gouvernementales. Le Parc régional signifie de nouvelles dépenses d'intérêt commun. Les medias nivernais confirment la modération. Le quotidien habituel des habitants de la Nièvre – «Le Journal du Centre» – exprime discrètement ses sympathies socialistes, au moment des élections, mais informe des sports et des spectacles infiniment plus que de l'inégalité sociale. En bref, les traditions républicaines et l'évolution socio-économique du département se joignent pour donner une forte audience à un parti d'opposants, mais plutôt réformistes que révolutionnaires.

La crise de ces dernières années ne paraît avoir ni renforcé ni réduit les chances du socialisme dans la Nièvre. Peut-être parce qu'elle a été bénigne jusqu'à présent. Peut-être parce que les réactions politiques sont lentes dans la région[25]. Surtout parce que le comportement politique s'enracine plus profondément que dans la conjoncture économique. Moins à l'aise qu'autrefois, un agriculteur, un artisan, un commerçant se reconnaissent pourtant mieux dans le «tandem» Giscard–Barre que dans un Mitterrand associé à ...?

En revanche, un certain nombre de succès socialistes s'expliquent par la stratégie adoptée par le parti depuis les élections présidentielles de 1965 et constamment rappelée par son Premier Secrétaire: l'Union de la Gauche. Elle a commencé au plan communal lorsque Nevers s'est donnée une municipalité tripartite (conventionnels S.F.I.O. et Communistes) en 1971. La ville de Clamecy a réussi la même opération en 1977 en adoptant une liste uniquement socialo-communiste, à majorité socialiste. Aux élections législatives de 1968, François Mitterrand, mis en difficulté au premier tour, fut élu grâce à l'appoint des voix communistes. Le même appoint a permis à un autre socialiste, Jacques Huyghues-Des-Etages, de devenir en 1973 le député de la circonscription de Cosne, alors que la ville est de tendance majoritaire.

25 Noté par J. Pataut, en particulier pour le Morvan.

Ces succès répétés prouvent-ils que l'union politique correspond à une unification sociale, ce qui assurerait l'avenir du socialisme dans la Nièvre? Le département pourrait-il servir d'exemple, indiquant comment une volonté politique établit un front de classe et finalement l'unité?

Conclusion: Vers l'unité prolétarienne?

Ce qui est au plan national l'opposition est la majorité dans la Nièvre, depuis longtemps. Une majorité politique de gauche s'y appuie sur plusieurs catégories sociales:

- une main d'œuvre rurale, composée d'ouvriers ou de paysans pauvres;
- une main d'œuvre urbaine, composée d'ouvriers et d'employés d'usine;
- des techniciens, cadres, enseignants, tournés en principe vers les partis «de progrès».

Les trois se rangent dans le prolétariat défini, comme le faisait Karl Marx, par la subordination aux propriétaires des moyens de production. Cette situation suffit-elle aujourd'hui à leur donner la même carte d'identité sociale? C'est difficilement admissible. Le Parti socialiste, en gagnant une «couche» technicienne et administrative, a incorporé des travailleurs qui, parfois, possèdent des moyens de production et, dans l'ensemble, sont de moins en moins des subordonnés. La position de ces cadres est bonne en France comme dans le parti: ils représentent l'instruction, la compétence, l'esprit de progrès et d'ouverture au monde. Elle paraît particulièrement bonne dans la Nièvre en ce sens que l'évolution réduit l'importance de ceux qui ne pensent pas comme eux. Sur leur droite, la main d'œuvre agricole soumise aux propriétaires diminue rapidement. Sur leur gauche, les farouches révolutionnaires qu'étaient les bûcherons sont en voie de disparition. Les 9000 syndiqués de 1904 ne sont plus que 600 ou 700. Sans doute l'emprise communiste est forte sur les ouvriers d'usine comme sur certains employés de l'Etat (EDF, etc.). Mais dans les services publics, les femmes sont de plus en plus nombreuses et, dans la Nièvre comme ailleurs, elles sont moins actives politiquement que les hommes et moins portées aux extrêmes. La position centrale du Parti socialiste est donc si forte que ce serait à lui de réaliser un front de classe.

Cependant les stratèges du parti dans le Nivernais observent un «tassement» depuis quelques années qu'ils attribuent à deux «butoirs» à caractère social autant que politique.

– Le parti ne gagnera pas une paysannerie aisée, souvent pratiquante, qui occupe une grande partie du Nivernais central, en particulier le canton de Brinon[26].

26 La bourgeoisie herbagère de Corbigny et d'ailleurs, traditionnellement républicaine, marque maintenant qu'elle apprécie peu l'Union de la Gauche.

– Le parti ne convaincra pas non plus les nombreux ouvriers urbains de Pougues, La Machine ..., dont la méfiance à l'égard des «tièdes» est évidente. Méfiance d'ailleurs réciproque: l'auteur de ces lignes a entendu un responsable du Parti socialiste nier que les communistes soient plus à gauche que les socialistes, ce qui rappelle la formule célèbre de Guy Mollet. Pour les sociologues un ouvrier qualifié et un cadre subalterne ne se ressemblent pas et ne votent pas de la même façon, même si leur rémunération diffère peu. La classe ouvrière a un sens – en précisant «ouvriers d'usine»; le prolétariat n'en a plus. Il n'y a pas d'unité sociale entre ceux qui se coudoient dans les meetings de l'Union de la Gauche. Dans le Nivernais le Parti socialiste fait figure d'«attrape-tout», mais ce qui est possible dans un département guidé par une personnalité exceptionnelle ne peut se retrouver au plan national. L'existence de «tendances» et le conflit de générations limitent la portée politique du socialisme en France, même si ce n'est pas encore le cas dans le département de la Nièvre.